

*Ann-Elise Lewallen  
Kelly Dietz*

## Les Aïnou

### Naissance du Parti aïnou

Des évènements très importants sont survenus dans la communauté aïnou depuis décembre 2011 et en 2012 dont le lancement du premier parti politique officiel, Aïnu Minzoku-tô, en décembre 2011 qui présenta ses premiers candidats à l'élection du parlement, en décembre 2012. Selon son site web, le Parti aïnou veut réaliser une société "enracinée dans le multiculturalisme et la coexistence multiethnique où les droits des Aïnou seront reconnus et garantis". Shimazaki Naomi, représentante active et chef de la section des femmes du Parti aïnou se présenta à la Chambre basse comme candidate indépendante.<sup>1</sup> Le rétablissement des droits des Aïnou constituait le cœur de sa campagne et sa plateforme électorale présentait des alternatives à l'énergie nucléaire, une opposition au redémarrage des réacteurs nucléaires japonais, le refus que le Japon se joigne à l'accord commercial de partenariat trans - pacifique et le refus également de l'augmentation de la taxe à la consommation. Détaillant ses promesses de campagne lors d'une conférence de presse, Shimazaki a déclaré qu'elle travaillerait à la réalisation d'une société fondée sur "des chances égales pour les générations futures"; elle a critiqué la majorité des hommes politiques qui défendent leur parti en abandonnant l'avenir du Japon.

Malgré son échec (elle est arrivée quatrième derrière le candidat communiste) elle a remercié ses sympathisants pour leurs efforts dans cette première campagne. Comme elle avait dû se présenter comme indépendante et non sous l'étiquette du Parti aïnou en raison du statut politique de ce parti (voir la note 1 ci-dessous), elle avait été désavantagée auprès des sympathisants aïnou et *wajin* <sup>2</sup>, dont beaucoup soutenaient les droits des autochtones et ne s'étaient pas rendus compte qu'une représentante aïnou se trouvait parmi les candidats. Shimazaki était la cinquième candidate aïnou à une élection parlementaire après les échecs de Narita Tokuhei (1984), de Kayano Shiro (1998) et Tahara Kaori (2007). Kayano Shigeru, conseiller de 1994 à 1998 est le premier aïnou élu à la Diète dans l'histoire japonaise. Depuis les années 1980, les campagnes pour les droits des Aïnou ont toujours réclamé que des sièges soient réservés à la Diète aux représentants des Aïnou, revendication rejetée parce que considérée comme contraire à la Constitution.

---

<sup>1</sup> Etant un parti de création récente, le Parti aïnou n'a pas pu présenter de candidats au titre de membre du district (*shōsenkyoku*) parce qu'il n'a pas le minimum requis de cinq sièges à la Diète japonaise. De ce fait, Shimazaki dut se présenter comme candidate indépendante et elle n'a pas figuré dans le scrutin comme représentante du Parti aïnou.

<sup>2</sup> *Wajin* est le nom donné à l'ethnie dominante au Japon. Il la distingue des minorités ethniques qui vivent dans les régions périphériques.

## **La recherche médicale et le problème des restes ancestraux des Aïnou**

Le deuxième grand événement de 2012 concerne les collections de restes ancestraux. 1574 ont été extraits, entre 1870 et 1960, de sites funéraires dans les îles Hokkaido, Sakhaline et Kouriles en vue de recherches anthropologiques et médicales. Ils sont maintenant entreposés, dans tout le Japon, dans les anciennes universités impériales. Plus de 1.000 d'entre eux se trouvent à l'université d'Hokkaido. En 2012, trois anciens d'Hokkaido portèrent plainte contre l'université en réclamant le retour des restes ancestraux et les mobiliers funéraires. Dans les années 1980 des négociations entre l'association des Aïnou d'Hokkaido et l'université aboutirent au rapatriement de 35 restes et à la construction d'un ossuaire pour les autres. Beaucoup de descendants, toutefois, ne surent jamais qu'ils pouvaient réclamer le retour des restes de leurs ancêtres et l'université n'accorda aucune indemnité pour l'accomplissement des rites funéraires. Les familles des morts en conclurent que les regrets exprimés par l'université étaient mensongers. En 2011, l'université d'Hokkaido communiqua des documents écrits aux descendants mais n'apporta aucune réponse à la question des biens mobiliers enterrés avec les ancêtres. Rendus furieux par le non retour des restes ancestraux, considérant "l'excavation" des sites funéraires comme de graves vols de sépultures, trois d'entre eux, en 2012, poursuivirent l'université pour violation de leur liberté religieuse, garantie par l'article 20 de la Constitution. Au début de l'année 2013, la rediffusion de documents révélant que les ancêtres d'Ogawa Ryūkichi, plaignant et militant depuis longtemps pour le retour de leurs restes, avaient été déterrés seulement sept ans après l'enterrement, fut un événement particulièrement choquant. En le passant délibérément sous silence lors des premières révélations, l'université d'Hokkaido avait voulu camoufler les faits et se protéger contre d'éventuelles poursuites légales. Des auditions sont en cours au moment où nous rédigeons cet article.

### **Les habitants d'Okinawa**

En 2012, une délégation de militants et d'élus d'Okinawa se rendit à Washington, aux Etats Unis, pour parler aux autorités des problèmes posés par la présence de militaires américains sur leur territoire. Leur visite mit en lumière les frustrations des habitants de ne pas pouvoir obtenir de changement effectif de la situation en passant par le canal des institutions japonaises en raison de la soumission du gouvernement japonais à la politique de défense des Etats Unis. Deux questions, en particulier, étaient au coeur de leur rencontre avec les autorités étatsuniennes. La première concernait la fermeture, promise depuis 1996 par les gouvernements américains et nippons, de la base aérienne du corps des marines de Futenma, située au centre, densément peuplé, de Ginowan City. La seconde concernait l'arrêt de la construction d'un énorme nouveau complexe militaire au Cap Henoko d'Okinawa qui avait suscité une très forte opposition populaire et des autorités. Les deux questions sont liées et leur persistance ont posé bien des problèmes à trois Présidents étatsuniens et onze Premiers Ministres japonais. Les événements de l'année passée ont montré que les Américains s'impatientaient mais que, cependant, ils gardaient confiance dans la capacité du gouvernement japonais à forcer les habitants d'Okinawa à accepter la nouvelle base. En même temps la forte opposition des militants, de la population en général et des élus a montré la détermination de la majorité des habitants. D'autres événements, y compris des crimes commis par les membres des services américains et des problèmes de santé et de sécurité sur les bases

américaines ont mis en lumière les principales raisons pour lesquelles cette lutte a dominé la politique à Okinawa depuis 17 ans.<sup>3</sup>

## Évènements récents

En février 2012, les deux gouvernements se sont mis d'accord pour transférer 9.000 marines (4.700 et 2.700 redéployés dans les territoires autochtones de Guam et d'Hawaï respectivement). Quoique la modification du projet de transfert des marines du Cap Henoko semble correspondre à ce que veut la majorité des habitants d'Okinawa (réduction des forces américaines de leur territoire) la séparation des deux questions citées plus haut est préoccupante car elle signifie probablement que la fermeture de Futenma est retardée. Malgré les appels croissants de sénateurs américains influents pour abandonner le plan Henoko et l'opposition persistante des Okinawais, l'administration Obama a confirmé l'accord de base, conditionnant la fermeture de Futenma à l'achèvement de la nouvelle base d'Henoko. En février de nouvelles révélations furent apportées sur l'ingérence du Ministère de la défense dans l'élection de Ginowan dans laquelle le candidat "anti-base" a été battu au profit du candidat plus réceptif aux efforts de Tokyo pour influencer l'opinion locale.

Garder opérationnelle la base vieillissante de Futenma montre la volonté des deux gouvernements de soumettre les résidents de Ginowan aux risques qu'elle comporte. Il a été démontré qu'au-dessus de 100 décibels le bruit des avions provoque des traumatismes, de l'insomnie et de l'hypertension. Des enseignants ont dit qu'ils étaient obligés d'interrompre les leçons de lecture dans leur classe et d'attendre que l'avion soit passé. En mars, plus de 3.000 résidents de Ginowan ont porté plainte contre le gouvernement japonais à propos de la pollution de l'environnement de Futenma, suivant en cela l'action menée, en 2011, par plus de 22.000 résidents autour de la base aérienne de Kadena, ailleurs à Okinawa.

Ajoutons à cela le danger de l'entraînement des hélicoptères au-dessus de villes densément peuplées. Des dizaines de milliers d'Okinawais ont protesté contre ce déploiement d'hélicoptères bloquant l'accès de Futenma pour plusieurs jours. Malgré cela le Pentagone a annoncé qu'il poursuivrait le vol des 24 MV-22 sur Futenma en 2014.

A la fin de l'année la volonté du Pentagone de ne pas réduire le nombre des soldats américains à Okinawa et les crimes commis par les militaires ont accru la colère des habitants. On relève des agressions sexuelles en août, un viol en octobre et un viol en réunion en novembre. D'autres comportements criminels, des infractions, du vandalisme, des conduites en état d'ivresse, des blessures corporelles ont conduit le commandement militaire américain à instituer des couvre-feux et à interdire totalement la délivrance de boisson hors de la base.

En décembre, le gouvernement central a soumis à la Préfecture d'Okinawa un amendement sur l'environnement au projet d'Henoko. En dernier ressort, le gouverneur d'Okinawa doit signer le permis de construction. Le gouverneur actuel a rejeté l'année

---

<sup>3</sup> Pour plus de détails sur les fondements de la crise actuelle concernant les bases américaines voir *The Indigenous World 2012* et les numéros antérieurs.

dernière le rapport initial dans lequel Tokyo concluait que la nouvelle base ne causerait aucun dommage significatif à l'environnement maritime d'Henoko. Une révision publique du processus était prévue pour le début de 2013.

***Ann-Elise Lewallen** a écrit la partie consacrée aux Aïnou. Elle est assistante au département des langues est-asiatiques et des études culturelles à l'université de Californie, Santa Barbara.*

***Kelly Dietz** est l'auteur de la partie consacrée à Okinawa. Elle est assistante au département de sciences politiques à l'université d'Ithaca à New York.*

*Source : IWGIA, Indigenous World 2013  
Traduction pour le GITPA par Simone Dreyfus-Gamelon*